



attac

Le Courriel d'information

n°207 – Vendredi 02 février 2001.

OUI A LA TAXE TOBIN

Dans ce numéro

- 1- Communiqué sur l'OMC
- 2- Brèves d'OMC
- 3- Dette et privatisation
- 4- Les dangers de l'impôt négatif
- 5- Taxe Tobin : AFL-CIO et DGB « Oui ! »
- 6- Mon Forum social mondial
- 7- Notes du Forum social mondial
- 8- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

En bref...

- 1- *Communiqué sur l'OMC. Le choix du Qatar pour accueillir la prochaine réunion ministérielle de l'OMC fait réagir l'ensemble des mouvements citoyens.*
- 2- *Brèves d'OMC. La nouvelle administration américaine se met au travail... La multiplication des accords bilatéraux laisse augurer d'une nouvelle stratégie dans la libéralisation totale des marchés, moins globale et plus locale.*
- 3- *Dette et privatisation. Petite histoire de l'électricité au Sénégal qui rejoint l'Histoire de l'abandon des services publics pour cause d'ajustement structurel dans tous les pays du Sud et de l'Est.*
- 4- *Les dangers de l'impôt négatif. Nous vous invitons à une réunion publique sous les nouvelles réformes (« vieilles recettes ») autour des primes à l'emploi.*
- 5- *Taxe Tobin : AFL-CIO et DGB « Oui ! ». Deux syndicats, l'un allemand, l'autre américain du nord font cause commune autour de la Taxe Tobin. Cela prolonge les décisions prises par la réunion des parlementaires (200) à Porto Alegre de faire un front mondial des élus en faveur de la taxe Tobin.*
- 6- *Mon Forum social mondial. Une visite du Forum social mondial par un témoin privilégié.*
- 7- *Notes du Forum social mondial. Quelques compte rendus d'ateliers qui se sont tenus à Porto Alegre et qui dessinent quelque chose de nous...*

Communiqué sur l'OMC

Des participants du Forum social mondial appellent l'OMC à ne pas retenir la candidature du QATAR pour sa prochaine conférence ministérielle.

Le 30 janvier prochain, le Conseil général de l'OMC devrait faire le choix du pays hôte de la quatrième conférence ministérielle de l'OMC. Pour le moment, seul le Qatar s'est porté candidat.

Des participants au Forum social mondial de Porto Alegre lancent un appel à leurs gouvernements pour qu'ils décident d'un lieu où

la liberté de rassemblement et de manifestation soit garantie dans la loi et dans les faits.

En choisissant le Qatar où les droits élémentaires d'association ou de manifestation ne sont pas reconnus, l'OMC enverrait un signal sans ambiguïté sur sa conception de la transparence et du dialogue avec la société civile.

L'OMC démontrerait également qu'elle n'entend pas tenir compte des revendications exprimées par la société civile à Seattle comme à Porto Alegre pour la subordination du commerce au droit international et en particulier aux droits fondamentaux de la personne humaine.



attac

Porto Alegre, le 28 janvier 2001

Premières organisations signataires : Le Forum parlementaire mondial a adopté cette déclaration lors de sa réunion plénière a Porto Alegre le 28 janvier 2001

Agir ici - France ; Andines - France ; Attac - France ; Centre international Martin Luther King - Burundi ; CCFD - Comité catholique contre la faim et pour le développement - France ; Droit paysan - France ; France Amérique latine - France ; FSU - France ; Solagral - France ; SUD - PTT - France ; Transversales - France ; USPAOC-CGT - France ; CNCN - Belgique ; Les Verts - France ; IBASE - Bresil ; Focus on Global South - Thaïlande ; ENDA tiers monde - Senegal ; Association pour la Fondation Rene Dumont - France ; FASE - Bresil ; IRAM - France ; CECIP - Bresil ; IDACO - Bresil ; Rede acreana de mulheres et homens - Bresil ; CECA/RS - Bresil ; UNIPOP /PA Amazonia - Bresil ; Federacio de cooperativas de trabalo de Catalunya - Espana - FTC Catalunya- Espagne ; CESMA - Bresil ; CAMP - Bresil ; Nova Pesquisa - Bresil ; SMDH - Bresil ; IDEC - Bresil ; CESE - Bresil ; CEADE - Bresil ; CEDAL - Bresil ; Fundacao Bento Rubiao - Bresil ; Vida Brasil - Bresil ; CEDAL - France...

Brèves d'OMC

Pas de menaces US contre le Japon, après la décision de Tokyo de reprendre la chasse à la baleine.

Les milieux agricoles et de l'agrobusiness US ont exprimé de façon constante leurs inquiétudes face aux menaces US de sanctions commerciales contre le Japon, ces sanctions pouvant altérer les exportations américaines vers le Japon, qui en est le plus gros marché d'exportations. Les lobbies agricoles avaient souligné que ces sanctions violent les obligations de l'OMC et résultent en contre-mesures prises par le Japon contre les produits US. Comme, par ailleurs, les négociations sur l'agriculture au sein de l'OMC sont brûlantes, les USA ne peuvent se permettre des relations commerciales antagonistes dans ce secteur. Il ne faut pas s'attendre à ce que la pétition ouverte en novembre dernier par les écologistes reçoive l'appui du nouveau Secrétaire au Commerce et surtout de la Secrétaire à l'Intérieur.

L'USDA (Ministère de l'Agriculture US) publie les normes des aliments bio.

Les nouvelles règles offriront aux consommateurs un label certifiant si un produit

est "100 % bio", "bio" ou "composé d'ingrédients bio".

Sont écartés de cette certification, les produits ayant subi un processus d'ingénierie génétique, de radiation ionisante ou ayant utilisé du lisier. Les seuils autorisés en pesticides sont de 5 % de la tolérance résiduelle de la Protection US de l'Environnement.

Cette certification est proposée aux agriculteurs US et étrangers. Cette règle devrait aider les producteurs bio qui désirent exporter leurs produits.

Le croissant malaise des consommateurs face aux pratiques des productions alimentaires conventionnelles, dont l'ingénierie génétique, l'usage excessif de pesticides, d'hormones et d'antibiotiques pour l'élevage ont amené les producteurs, les écologistes et quelques législateurs à mettre en place ces normes.

L'USDA estime la croissance des produits bio à 20 % cette année. Les fermes bio (12.000, petites pour la plupart) se développent actuellement à un taux de 12 %/an.

La FDA (Food and Drug Administration) ne devrait pas modifier son approche envers les OGM

Il n'y aura pas d'étiquetage obligatoire pour les OGM. Les fabricants s'y opposent, estimant que les consommateurs pourraient mal en comprendre les raisons, l'attribuant au fait que les produits génétiquement modifiés sont moins sûrs.

On ne s'attend pas à ce que la FDA modifie son approche qui date de 10 ans et qui considère les produits alimentaires à base d'OGM comme "substantiellement équivalents" aux produits conventionnels.

Les essais ont commencé pour le blé à base d'OGM de Monsanto

Ces essais ont débuté dans les fermes du N. et S. Dakota, du Montana et du Minnesota. Le pain à base de blé étant un produit essentiel de l'alimentation humaine (contrairement au soja et au maïs destinés surtout à la consommation animale), on s'attend à une très vive opposition des consommateurs européens. Une tentative de vendre du blé à base d'OGM en Europe pourrait être la goutte qui fait déborder le vase dans la guerre commerciale qui couve entre les USA et l'Europe au sujet des biotechnologies et de



attac

l'alimentation. Selon Monsanto, le blé US pourrait être produit dès 2003
Début des négociations bilatérales US-Singapour...

Un accord de libre-échange avec Singapour s'avère pour les USA comme stratégiquement important car Singapour se situe au 10^{ème} rang de leurs plus importants partenaires commerciaux et le plus grand dans le Sud-Est asiatique. Cette ouverture pourrait déboucher dans d'autres accords avec les pays de la région (ceux de l'ASEAN et de l'APEC).

Les milieux d'affaires US ont toutefois exprimé leur opposition à ce que ce traité inclue des dispositions d'ordre social ou environnemental. Les fabricants de textiles US y sont aussi opposés, craignant que Singapour ne l'utilise pour inonder les USA de produits textiles en provenance d'autres pays.

...et US-Chili :

Contrairement à d'autres pays d'Amérique Latine, le Chili ne s'oppose pas à l'inclusion de normes sociales et environnementales dans les accords de libre-échange, mais il est tout à fait hostile à l'usage de sanctions commerciales pour y contraindre.

Le Lobby sucrier s'oppose à l'initiative de l'UE "Tout sauf les armes" en faveur des 48 pays les moins développés

Une étude interne en provenance du Commissaire à l'Agriculture, parue en décembre, a montré que l'impact des importations de ces pays, sans quotas et libres de droit, sur le secteur agricole de l'UE serait plus important qu'initialement prévu, entraînant pour l'industrie sucrière en particulier, plus d'1 Md€ de manque à gagner. En conséquence, la Commission est maintenant en train de discuter de l'opportunité d'étendre la période transitoire de 3 à 5 ans pour le riz, le sucre et les bananes, comme envisagé à l'origine. L'exemption totale de droits pour les Pays les moins développés entrerait en vigueur vers 2006, après que la réforme de ces trois secteurs aura été décidée.

Le Royaume-Uni n'est pas en faveur de l'inclusion des normes sociales dans les accords commerciaux.

Le Secrétariat au Commerce anglais a dit qu'il était d'accord avec son collègue indien pour ne pas inclure les normes sociales dans les accords de l'OMC. Il a également soutenu la position de

l'Inde contre la plainte de l'US Rice Tec concernant les droits de propriété sur le brevet du Riz Basmati, dont l'Inde conteste l'usage par cette Société, la dénomination Basmati ne pouvant s'appliquer qu'au riz poussant dans le Nord de l'Inde et au Pakistan.

Réunion informelle à Francfort pour la préparation du lancement d'un nouveau round.

Tenue fin Janvier à l'initiative du Japon, elle accueillera au moins les représentants de 8 pays (Australie, Afrique du Sud, Corée du Sud, Inde, Mexique, Brésil, Egypte et Suisse). Le Japon a appelé les pays participants à sonder leurs opinions publiques avant d'établir un ordre du jour de négociations avec les autres pays du Quad.

Les sympathies de l'OMC pour l'Inde qui fait face à une opposition contre la "libéralisation"

Après avoir rappelé que l'intérêt des PVD n'étaient pas de résoudre leurs problèmes hors du cadre de l'OMC, les accords régionaux affaiblissant le système multilatéral, M.Moore a dit toute la "sympathie" de l'OMC pour l'Inde, qui fait face à une opposition politique nationale de première importance au sujet de la réduction de ses aides agricoles qu'elle est en train de négocier à l'OMC. Les subventions indiennes dans ce secteur ne sont plus que de 3 % par rapport aux 30 ou 40 % que d'autres PVD connaissent.

Nomination du nouveau Représentant au Commerce US

La nomination de Bob Zoellick par le Pdt Bush est considérée en Europe, au Japon et dans beaucoup de PVD, comme un engagement sans détour de la nouvelle administration dans la libéralisation commerciale. Zoellick a été sous-secrétaire aux affaires économiques dans la 1^{ère} administration Bush et le principal négociateur du Dept. d'Etat à l'ALENA.

Sa nomination a été particulièrement bien accueillie en Europe, où il a travaillé avec le Commissaire au Commerce P.Lamy ; beaucoup espèrent ainsi que cela facilitera les négociations et aidera à contenir le nombre croissant de différends entre USA et UE. Le Japon espère qu'avec lui les USA "assumeront un rôle prééminent dans la promotion d'un nouveau round". Les PVD ont retenu les critiques passées de Zoellick contre l'inclusion des normes sociales et environnementales dans les accords de libre-échange.



attac

En le présentant, Bush a assuré que ce poste resterait du niveau du Cabinet, voulant répondre aux rumeurs qu'il serait rétrogradé dans l'échelle de l'Administration. Les Européens s'en étaient particulièrement inquiétés.

Ann Vaneman, nommée au Ministère de l'Agriculture, conduira vraisemblablement les négociations agricoles du côté US.

Christine Whitmann, nommée à l'Agence de Protection de l'Environnement, aura rang de membre du Cabinet. On considère qu'elle a un bon palmarès dans cette matière. Gouverneur du New Jersey, elle a fermement soutenu les demandes de réduction des gaz des diesels, qui sont un des principaux agents de pollution atmosphérique.

Groupe de travail « Traités internationaux ». omc.marseille@attac.org Où que vous soyez, vous pouvez aider ce groupe thématique, il suffit de le contacter... Merci

Dette et privatisation

Le cas de l'électricité au Sénégal
INTERVIEW

Abdoulaye Sène (Sénégal) Secrétaire Général Adjoint de la SUTELEC (Syndicat Unique des Travailleurs de l'Electricité)/UNSAS (Union Nationale des Syndicats Autonome du Sénégal)

Arnaud Zacharie : Ces dernières années, le secteur de l'électricité au Sénégal a connu des heures agitées. La privatisation de la SENELEC (la société de l'énergie électrique au Sénégal), sous la pression du FMI et de la Banque mondiale, a débouché sur une impasse. A un tel point qu'aujourd'hui, le consortium Hydro-Quebec/Elyo se retire à l'amiable. Pouvez-vous rappeler les étapes ayant mené à cette situation ?

Abdoulaye Sène : L'origine du problème est dramatiquement banal et est la même que pour la majorité des pays du Sud. Avant les années 80, le sous-secteur de l'électricité au Sénégal était aux mains des capitaux de l'ex-colon français (l'entreprise ayant le monopole de la production, de la distribution et de la vente s'appelait CEEOA, à capitaux majoritaires français). Mais en 1980, le sous-secteur de l'électricité est nationalisé. A cette époque, la société sénégalaise est en effervescence : Leopold Sédar Senghor, président en place depuis l'indépendance, démissionne en décembre 1980 et transmet son pouvoir à

Abdou Diouf. En janvier 1981 sont tenus les EGEF (Etats Généraux de l'Education et de la Formation) qui fondent les bases d'une Nouvelle Ecole plus juste, plus démocratique et culturellement restituée à elle-même. Malheureusement, c'est à cette époque que le pays a été touché de plein fouet par la crise de la dette. Alors, sont entrés en scène le FMI et la Banque mondiale, avec leurs prêts conditionnés à des réformes d'ajustement structurel.

A. Z. : Le Sénégal est un pionnier africain en la matière. Il a signé dès 1979 un "plan de réhabilitation économique" courant sur cinq ans (1980-1985) avec les institutions financières internationales, puis un "plan d'ajustement structurel" proprement dit en 1984.

A. S. : En effet. Comme c'est devenu la coutume depuis deux décennies, la privatisation des forces productives du pays était une des mesures centrales à appliquer. Le secteur de l'énergie et le sous-secteur de l'électricité aussi, bien entendu.

A. Z. : Comment a réagi votre syndicat ?

A. S. : Le SUTELEC (syndicat unique des travailleurs de l'électricité) va dès son congrès de 1984 prendre comme orientation centrale la défense du service public de l'électricité. Il est important de réaliser que les coûts d'électrification sont relativement élevés par rapport aux revenus des ménages. En effet, le salaire minimum au Sénégal est de 39 000 FCFA (390 FF). Ainsi, il ne suffit pas de disposer de l'électricité, encore faut-il avoir les moyens de payer ses factures ! En refusant la privatisation, le SUTELEC refusait que cette situation se développe davantage, les privés n'ayant qu'un objectif : faire du profit, rien que du profit. Un accès universel à un service aussi fondamental que l'électricité ne peut être assuré avec une telle logique... C'est ce qu'on a voulu faire passer à travers une vaste mobilisation en 1981.

A. Z. : Votre action a-t-elle porté ses fruits ?

A. S. : Absolument. Lors du vote de la loi 87-02 répertoriant l'ensemble des entreprises à privatiser, la SENELEC n'y figura pas. La forte syndicalisation dans le secteur et la combativité des travailleurs dissuada le gouvernement de le faire. Mais ce n'était là que la première d'une longue série de batailles : rien que dans le secteur de l'électricité, les luttes de 1987, 1988, 1989 et surtout la grande grève de 1992 ont empêché l'adoption d'une réforme ne rencontrant pas l'aval des travailleurs.



attac

A. Z. : D'autres secteurs n'ont pas connu ce type de résistance...

A. S. : En effet, les premières générations de privatisation, notamment celle du secteur de l'eau et des télécommunications, se firent sans grande résistance avec des licenciements en grand nombre.

A. Z. : Quelle a alors été la stratégie employée par les institutions financières internationales pour aboutir à la privatisation de ce secteur trop résistant ?

A. S. : Pour les bailleurs de fonds, la "sur-syndicalisation" du secteur de l'électricité constituait l'obstacle majeur à surmonter pour appliquer la réforme. C'est que le SUTELEC organisait 1500 des 2300 agents, avec notamment un taux de syndicalisation de 98% au niveau des unités techniques. La Banque mondiale va contourner le problème en passant par le gouvernement du Sénégal. Le pays est lourdement endetté et applique depuis 1994 un plan d'ajustement structurel courant sur quatre ans. En 1996, l'initiative pour l'allègement de la dette des 41 pays pauvres très endettés (PPTE) est lancée. Le Sénégal fait partie des pays éligibles (il ne recevra finalement aucun allègement). C'est à cette époque qu'après de fortes pressions d'une mission de la Banque mondiale, le gouvernement d'Abdou Diouf annonce sa volonté de réaliser la réforme en y associant les travailleurs. Pour ce faire, il ouvre des négociations avec le SUTELEC. Après une série de négociations, un protocole d'accord est signé le 2 juin 1997 entre le SUTELEC et le gouvernement. Dans ce protocole, le SUTELEC accepte une ouverture du capital au privé. Mais il obtient du gouvernement qu'il limite cette ouverture, de sorte que l'Etat reste l'opérateur principal (avec 51% des actions) dans le cadre d'une société anonyme à capitaux publics majoritaires. Le SUTELEC obtient en outre que le produit de la cession soit utilisé pour développer le secteur.

A. Z. : Etiez-vous satisfaits de ce compromis à l'époque ?

A. S. : Ce compromis était incontournable, du fait de la propagande des bailleurs de fonds et de leurs suppôts. La campagne médiatique fut d'une telle efficacité que l'opinion commençait à penser qu'il valait mieux privatiser pour aller vers une meilleure gestion et une meilleure qualité de service. Le slogan est bien connu, car

répété aux quatre coins du monde : le privé est plus efficace, donc privatisez ! Les travaux de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) ont montré qu'une telle affirmation était sans fondement. Mais la pensée unique a, comme partout, fini par séduire nombre de gens. Suite à l'expérience de la privatisation de la SONATEL dans le secteur des télécommunications, il y avait aussi ceux qui parmi les travailleurs pensaient qu'ils pouvaient devenir de nouveaux riches avec l'acquisition d'actions.

A. Z. : Le gouvernement a-t-il tenu ses engagements et l'emploi n'a-t-il pas souffert de ces concessions incontournables ?

A. S. : L'ouverture de négociations pour un protocole ne fut que poudre aux yeux ! Entre 1997 et 1998, un programme de départs volontaires fut organisé sans que notre organisation soit consultée. Résultat : 450 emplois supprimés. C'était le premier jalon du processus de la réforme que la Banque mondiale avait accepté de financer (9 milliards de FCFA). Mais nous n'avions encore rien vu. En 1998, afin d'être sûr de pouvoir faire la réforme à sa façon, le gouvernement de Diouf mit la direction du SUTELEC sous les barreaux : 27 camarades furent arrêtés au petit matin du 20 juillet 1998 et 5 militants se mirent en clandestinité pour organiser la lutte. La SENELEC fut mise en état d'urgence avec des policiers (homologues des CRS français) déployés dans toutes les unités techniques, avec interdiction de tenir la moindre réunion ! Enfin, deux des licenciés décédèrent des suites de maladies après 4 mois de prévention.

A. Z. : Comment ont réagi les salariés à ce régime d'exception pour le moins anti-démocratique ?

A. S. : La lutte a été organisée à l'intérieur de l'entreprise. Les travailleurs ont rendu la SENELEC ingouvernable. Un prétexte fut trouvé pour embastiller nombre d'entre eux, essentiellement des militants du SUTELEC. Une campagne pour leur libération fut alors enclenchée au plan national et au niveau international, ce qui fit échouer la conspiration gouvernementale. Malgré tout, le gouvernement d'Abdou Diouf organisa des procès honteux qui débouchèrent sur la condamnation de notre secrétaire général et d'un militant à six mois fermes pour troubles de l'ordre public. Il faut signaler la vaste mobilisation citoyenne qui communia avec l'UNASAS (l'Union Nationale des Syndicats Autonome du Sénégal) pendant toute



attac

la période d'emprisonnement des militants du SUTELEC. Par ailleurs, les ONG et les partis d'opposition ont déployé ensemble toute une combativité qui vint à bout du régime de Diouf.

A. Z. : On peut donc dire que ce refus populaire des mesures anti-démocratiques du gouvernement Diouf (suscitées par les pressions des institutions financières internationales) a porté les fruits de l'alternance politique qu'a connu le Sénégal, avec l'élection en mars 2000 du libéral Abdoulaye Wade et de son slogan "Sopi !" ("changement" en wolof) à la présidence du pays ?

A. S. : Oui, nous avons acquis la conviction que ce mouvement a permis d'accélérer le processus démocratique de notre pays, car il portait les germes de l'alternance avec la prise de conscience que le gouvernement de Diouf n'était qu'un fondé de pouvoir des institutions financières internationales. Après 40 ans d'indépendance, le peuple sénégalais a enfin pu renverser un régime installé et protégé par l'ex-métropole. C'est aujourd'hui une large coalition d'opposition qui gouverne le pays autour du président Wade.

A. Z. : Mais Diouf a quand même eu le temps d'assurer la privatisation de la SENELEC...

A. S. : Oui, l'appel d'offre a permis au groupe Hydro-Quebec/Elyo de devenir le partenaire stratégique avec 34 % des actions... mais aussi et surtout le gestionnaire délégué, avec 7 sièges au CA contre 5 à l'Etat (possédant les 66% des parts restantes). La question que tout le monde continue à se poser est celle-ci : combien de pots de vin ont été versés aux initiateurs des cette privatisation pour que de pareils accords soient conclus ?

A. Z. : Quel a été le bilan de cette privatisation ? Comme dans d'autres pays du Sud, le Sénégal est touché par la politique de "délestage", qui consiste à organiser des coupures d'électricité par quartiers afin de faire des économies. Depuis quand ces "délestages" sont appliqués à Dakar et dans quel but exactement ?

A. S. : Ces délestages existait déjà avant la privatisation, car du fait du retard de l'investissement public dans la production (remboursement de la dette oblige), la société publique ne pouvait pas répondre à la croissance de la consommation de l'électricité pendant les périodes de grande chaleur (pour les climatisations dans les bâtiments, etc.). Elle était ainsi obligée de procéder à une distribution

"tournante" de l'électricité. Ce fut notamment le cas en 1997, année durant laquelle le pays a connu beaucoup de délestages. Cependant, après la privatisation, c'est-à-dire entre 1998 et 1999, le phénomène s'est amplifié pour deux raisons. D'abord, parce que les travailleurs n'avaient plus aucune motivation suite aux événements contés plus haut. Mais si la situation est devenue intenable, c'est aussi et surtout parce que le "partenaire stratégique" n'a fait aucun investissement au niveau de la production. C'est dire que les partenaires privés n'ont rien apporté de "stratégique" dans leurs bagages ! Par contre, un contrat d'assistance technique a été signé entre la SENELEC et ELYO pour 1,25 % du chiffre d'affaire. Parallèlement, des audits ont été commandités pour environ 500 millions de FCFA. Beaucoup d'autres de ces "accords" restent inconnus. C'est ce qui a finalement convaincu tout le monde que la propagande présentant la privatisation comme un gage d'efficacité était une arnaque. L'opinion publique a finalement tiré son bilan en constatant que nous avons raison.

A. Z. : On en est le processus aujourd'hui ?

A. S. : Aujourd'hui, le processus de privatisation va être révisé, le consortium Hydro-Quebec/Elyo va se retirer à l'amiable. Depuis le 15 décembre 2000, suite à une série de négociations, les travailleurs licenciés seront réintégrés avec, comme le recommandait le Comité de la liberté syndicale du BIT (Bureau international du travail), un versement d'une partie des salaires.

A. Z. : Quelles sont les étapes futures du processus ?

A. S. : Le 31 décembre 2000, le processus de rupture à l'amiable amorcé depuis septembre 2000 a abouti à son terme : l'Etat du Sénégal cherche un autre repreneur. Il est sûr que les autorités ne vont pas revenir sur le principe de la réforme, car cela supposerait une rupture avec les institutions financières internationales, ce qui n'est pas envisagé par le gouvernement.

A. Z. : Le Sénégal est aujourd'hui entré dans la seconde phase de l'initiative PPT renforcée. Il va donc devoir, s'il veut avoir accès à un allègement, rédiger un Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP). Ce CSLP (nouvelle dénomination remplaçant les trop impopulaires plans d'ajustement structurel) est un document à rédiger conjointement par le gouvernement, les institutions financières internationales et des représentants de la société civile. Il doit notamment comporter les



attac

réformes structurelles à entreprendre en échange d'un allègement. Le CSLP du Sénégal doit être rédigé pour fin 2001. Or, la privatisation du secteur de l'énergie risque fortement d'être demandé par le FMI et la Banque mondiale (comme c'est notamment le cas pour le Mali et le Bénin). Deux questions se posent dans ce contexte : d'abord, est-ce que vous avez été approché pour une éventuelle consultation en tant que représentant de la société civile sénégalaise ? Ensuite, ne pensez-vous pas que la lutte ne fait que commencer vu que le battage médiatique fait autour d'un allègement de dette, fut-il infime, est pour le moins impressionnant ?

A. S. : Non ! je ne suis pas au courant d'une consultation sur cette question. Notre centrale travaille avec d'autres ONG sur la question, mais je ne suis en rien informé d'une consultation avec le gouvernement ou les institutions financières internationales à ce sujet. Il est vrai qu'avec cette globalisation qui se limite à une recherche effrénée de profit, nous sommes encore loin d'avoir fait reculer la pauvreté. La société civile est encore dans nos pays dans une phase d'édification, de construction. Aussi, il nous reste en effet encore pas mal de chemin à parcourir en termes de sensibilisation et de prise de conscience de l'opinion publique. Surtout que, comme on l'a vu avec l'épisode de la SENELEC, les tenants du néolibéralisme savent manipuler les esprits par une campagne de propagande efficace...

A. Z. : Qu'est-ce que ces luttes pour la démocratie et la satisfaction des besoins humains fondamentaux vont ont appris en tant que représentant d'un mouvement social du Sud ?

A. S. : La résistance ne peut être durable et vaincre que si elle s'intègre dans une dynamique de lutte globale et à travers une remise en cause du modèle néolibéral qui domine le monde. Pour vaincre la loi du profit et ramener la satisfaction des besoins des populations au centre des préoccupations, il faut mondialiser les résistances, en montrant comment les problèmes qui minent nos sociétés ont tous une origine commune et globale. Alors seulement nous pourrions créer un processus de mondialisation permettant à chacun une vie décente.

Interview réalisée par Arnaud Zacharie
cadtmcontact@skynet.be

Les dangers de l'impôt négatif

Il faut augmenter les salaires et réformer la fiscalité !

Les analyses et conclusions du rapport Pisani-Ferry comme la proposition gouvernementale d'une "prime à l'emploi" s'inscrivent dans les logiques libérales des politiques de l'emploi : ainsi la persistance d'un taux de chômage élevé serait liée à l'existence d'un coût excessif du travail non qualifié, l'existence des minima sociaux serait à l'origine du développement des "trappes à inactivité", les gens préférant rester sans emploi plutôt que de reprendre une activité professionnelle.

Non seulement ces théories ne sont pas fondées mais elles tendent à culpabiliser les salariés et les chômeurs et à exonérer les entreprises de leur rôle au titre de la création d'emplois qualifiés et correctement rémunérés.

Constitutif d'une véritable machine de guerre contre le Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance, la "prime à l'emploi" instaure un impôt négatif qui met en cause la notion même de salaire et menace tout l'édifice du système de protection sociale. Elle ne répond pas au besoin d'une véritable réforme fiscale au service du développement économique et social et de la réduction des inégalités.

Au moment où l'Assemblée Nationale discutera de l'adoption de la "prime à l'emploi", le mouvement social doit se faire entendre !

Le Réseau d'Alerte sur les Inégalités (RAI) et la Fondation Copernic vous invitent à participer à une réunion d'information sur le rapport Pisani-Ferry, l'impôt négatif et les propositions alternatives qu'ils soumettent au débat.

Mardi 6 Février 2001. Salle Grande Croizat à la Bourse du Travail (rue du château d'eau) (19 H 00)

Taxe Tobin : AFL-CIO et DGB « Oui ! »

Déclaration de presse
30.01.2001: PM 025

AFL/CIO et DGB pour un contrôle plus fort des marchés financiers internationaux

La Centrale Syndicale Allemande DGB et la Centrale Syndicale Américaine AFL-CIO demandent la réforme des marchés financiers. Il faudrait regagner le contrôle sur les marchés financiers, disaient le président d'AFL-CIO, John



attac

Sweeny et le président du DGB, Dieter Schulte, lundi dernier à Berlin. Ce ne serait qu'ainsi qu'on pourrait garantir des investissements productifs à long terme et une croissance soutenable.

Des questions économiques et socio-politiques, ainsi que des activités communes pour une restructuration sociale de la globalisation étaient au centre des conversations entre DGB et AFL-CIO.

Lundi soir, les représentants rencontrèrent le chancelier Gerhard Schröder. DGB et AFL-CIO critiquèrent qu'on ne leur avait pas permis de participer dans la discussion sur la nouvelle architecture financière internationale. Le «Forum pour la Stabilité Financière», établi par le G7, compterait de présenter des recommandations qui ne seraient qu'élaborées par des fonctionnaires ministériels du G7 et des représentants d'entreprises et de banques.

Les syndicats demandèrent cependant d'établir une commission internationale pluraliste et indépendante pour préparer un rapport pour une régulation internationale.

Des pas courageux seraient nécessaires pour la stabilisation du système financier international, disaient Sweeny et Schulte. Ainsi, les syndicats demandent des cours d'échange stables entre EURO, Dollar et Yen, des contrôles de transferts financiers à court terme et la taxation d'affaires de devises. Du point de vue des deux syndicats, l'Organisation de Commerce (OMC), elle aussi, doit être réformée. Elle devrait prêter plus d'attention aux droits des ouvriers et employés et aux aspects de la protection de l'environnement dans le système global du commerce et de l'investissement. Cela ne serait point une tentative de bâtir un mur protectionniste contre l'économie mondiale.

Le Comité pour l'Aide au Développement (CAD) de la OCDE devrait intégrer des standards minimum de travail dans ses critères de distribution de fonds. Premièrement, il faudrait établir des règles pour des standards de travail, la protection de l'environnement et l'agriculture. Deuxièmement, les procédures internationales de l'OMC devraient être réformées de manière, que plus de moyens soient disponibles pour ceux entre les pays en voie de développement, qui ne sont pas capables de prendre en charge ses devoirs et de profiter de ses droits comme membres de l'OMC.

www.dgb.de

Traduction de l'allemand: Peter Wahl

Mon Forum social mondial

PORTO ALEGRE.

D'abord cette chaleur poisseuse qui vous tombe dessus dès la passerelle de l'avion. Pas de doute, nous sommes au sud. Trente-cinq degrés à dix heures du matin. L'aéroport, rustique, semblable à tant d'autres dans tant de pays lointains. Une première chose qui frappe : pas de mendiants éclopés à l'horizon, pas de grappes de gosses geignards qui s'accrochent à vous dès la sortie. Ça ne sent pas la misère quémandeuse, comme en tant d'autres lieux.

Impression confirmée dès les premiers pas dans une ville qui se tient propre. Des rues riantes, bruyantes, odorantes, colorées, mais pas crades. De grands espaces arborés. Une circulation dense, mais fluide, où une myriade d'autobus gros et petits et des flopees de taxis vermillon taillent le chemin en souplesse (il est vrai que c'est l'été, les grandes vacances, et que la ville s'est en partie vidée).

La capitale du Rio Grande do Sul (un million et demi d'habitants) porte bien son nom : il y a comme de l'allégresse dans l'air, comme une joie de vivre. C'est vrai que nous sommes dans le centre et que les premières impressions sont parfois trompeuses : il faudra prendre le temps de pousser plus loin, dans les quartiers périphériques, vers la lagune grise qu'on aperçoit au loin de la fenêtre de notre hôtel.

Mais d'abord, cap sur l'université catholique, qui abrite en son vaste campus les travaux de ce Forum social mondial, premier du genre et sans doute d'une longue série.

OUTRO MUNDO.

Porto Alegre vit à l'heure de ce rassemblement, dont le retentissement semble énorme. Tout au long du trajet, le long de la grande avenue qui longe le canal, banderoles et affiches nous souhaitent la bienvenue et crient que : " Um outro mundo é possível ! ", un monde qui a la forme d'un cœur.

Les journaux brésiliens (pourtant marqués à droite en majorité) consacrent des pages entières à l'événement : on attendait 2 500 à 3 000 congressistes, ils sont plus de dix mille, venus des quatre coins de la planète. Et un millier de journalistes ont retiré leur carte d'accréditation ... Pendant qu'à Davos, camp retranché et coupé du monde, l'élite marchande



attac

et financière salonne sous la protection des flics et de l'armée suisse, ici une foule bigarrée, vieux routiers des engagements tiers-mondistes et jeunes idéalistes, figures illustres et têtes inconnues, envahissent le campus dans un joyeux bordel. C'est le souk aux abords, dans les jardins — ticheurtes, sacs, souvenirs en tous genres ; c'est une ruche à l'intérieur, où l'on cherche ses repères dans un dédale de coursives, de couloirs, de halls, de plateaux. Bâtiments ultramodernes, escalators, cafétérias, amphïs modulables, stands divers (dont celui de l'antenne brésilienne du Diplo, où j'ai laissé en dépôt les deux cents Politis de la semaine : partis comme des petits pains !) accès permanent à l'internet sur des dizaines d'ordinateurs en batterie. Ambiance gauchiste au pays des gauchos, un parfum des années soixante, mais de plain-pied dans la modernité du troisième millénaire. Sorbonne 68 + Salon de l'Etudiant, voyez ? Etonnant, détonnant.

Dominante sud-américaine très forte, et d'abord brésilienne. Enchevêtrement des langues où, pour une fois, l'anglo-saxon est minoritaire. Pas de mal, dans cette Babel, à se sentir citoyen du monde ; et en prime on côtoie l'Histoire : pas tous les jours qu'on se cogne à Ben Bella au sortir d'un ascenseur ...

LA PARADE.

Jeudi 25, 15 H. 30. Ouverture officielle : accueil des délégations, puis manif dans les rues de la ville, et fête enfin au rythme des sambas. Les choses sérieuses ne commenceront que demain. Première journée pour la parade.

La grande salle est bourrée de monde et tous ne rentreront pas. Tambours et musique. Deux écrans géants de chaque côté de la scène. Drapeaux rouges et verts. Bernard Cassen, président d'Attac-France (1) annonce que cent vingt pays sont représentés. En alternance, un couple brésilien les fait acclamer un à un. A l'applaudimètre, la délégation française fait un tabac, juste derrière le Brésil et Cuba. C'est vrai qu'elle est la plus nombreuse, hors continent latino, vrai aussi que notre pays jouit ici d'une belle image (l'attaché culturel de l'ambassade de France, venu de Rio, me confirmera plus tard combien Porto Alègre est une ville cultivée : tous les ans, une énorme foire du livre s'installe sur la place centrale où les traductions du français occupent une place de choix). Ville cultivée, ville sociale : le gouverneur de l'Etat de Rio Grande do Sul, Olivo Dutra, cheveu dru et grosses moustaches poivre et sel, dans son discours d'accueil, insistera sur cette vocation de

laboratoire social que le Parti des travailleurs (PT) au pouvoir revendique hautement. Le choix de Porto Alegre pour ce premier forum social mondial ne doit rien au hasard : à la pointe sud de l'immense Brésil, le Rio Grande do Sul est l'Etat à la fois le plus prospère (ou le moins pauvre) et le plus avancé socialement. Attaqué par la droite brésilienne pour le soutien matériel important que l'Etat et sa capitale ont apporté à l'organisation du FSM, les dirigeants du PT n'ont aucun mal à faire valoir les retombées économiques directes et indirectes de l'événement : qui connaissait Porto Alegre avant, en dehors des cercles militants qui suivent avec attention ses avancées dans la voie d'une démocratie participative ? (Vous l'avez lu dans le dossier central de ce numéro : il y a comme un soupçon de récupération politique qui flotte dans les rangs des délégués. Mais quoi : le PT est fier de son bilan et entend le faire savoir, est-ce si choquant ? Moi j'ai été assez ému, le lendemain de cette séance inaugurale, d'entendre le leader historique du parti, Luiz Inacio Lula, formidable tribun porté par une ovation grandiose, nous dire son bonheur, après trente ans de militantisme syndical et vingt de politique : " Jamais de toute ma vie militante je n'ai vu un parti atteindre la grandeur et le retentissement de ce forum ! Je sors d'ici heureux ! ")

Donc, après, la manif dans les rues de la ville, immense cortège coloré et bon enfant. Le soir qui tombe sur la lagune. Le plaisir de dévorer les pastèques juteuses que les compañeros des coopératives agricoles, juchés dans leurs camions, distribuent généreusement.

A regret, j'ai laissé tomber la fête nocturne, on n'a plus vingt ans que diable !

L'AMBITION PROGRAMMATIQUE.

On sait quelle est la nature du FSM, qui s'inscrit dans la continuité des grandes manifs de protestation de Seattle, Davos, Nice, etc. Mais qui a une ambition autre, de nature propositionnelle, quasi-programmatique. Il s'agit, entre les dizaines de grands forums qui occupent les matinées et les centaines d'ateliers thématiques qui emploient après midis et soirées, de tenter de dégager quelques grandes lignes d'une autre " gouvernance " de la planète, d'un autre monde possible où le fric ne serait plus la mesure de toutes choses.

J'écris ce dimanche 28 janvier, après trois jours de travaux. Il en reste trois. Impossible de dire ce qui sortira de la rencontre, sûrement pas un



attac

projet d'avenir tout ficelé. Il faudra sans doute du temps pour faire décanter, croiser les apports des uns et des autres, mixer le tout, à supposer que ce soit possible. Il faudra un inventaire. Il faudra d'autres rencontres, d'autres forums. La montagne de Davos accouche chaque année de souris chétives ; la lagune de Porto Alegre ne produira peut-être, en apparence, qu'une sardine anémique, va savoir !

Les sceptiques diront que nous n'avons gonflé là qu'une bulle médiatique, destinée à crever vite pour qu'une autre la remplace.

Je ne crois pas. Je crois que nous sommes au commencement de quelque chose qui va croître et embellir et se fortifier au fil des ans. Que nous assistons à quelque chose comme la naissance d'une nouvelle internationale citoyenne, d'une mondialisation populaire avec laquelle, de plus en plus, il faudra compter. Je crois qu'au-delà des discours, au-delà même des travaux de tricotage en ateliers, dont personne ne peut avoir une vue d'ensemble (nous autres journalistes sommes réduits à grappiller ici et là, dans l'impossibilité de tout voir, de tout suivre), au-delà donc des travaux du forum lui-même se tissent et retissent des liens humains, des solidarités, des convergences appelées à se poursuivre sous des formes multiples.

En attendant, on se regonfle, on se régale, on découvre, on s'instruit.

ORÇAMENTO PARTICIPATIVO.

Tiens, hier, ce samedi 27, j'ai séché le forum pour me rendre au marché couvert, tout proche de l'hôtel (énorme bâtisse où les étals occupent tout le rez-de-chaussée et dont les plateaux supérieurs et les coursives abritent cafés et restaurants) pour assister à une réunion des délégués des différents quartiers de la ville.

On sait que le vote d'un budget participatif est la pierre de touche du modèle social mis en œuvre par le PT brésilien depuis 1989. Il s'agit, par une méthode progressive d'appropriation de l'Etat par les citoyens, d'associer ceux-ci à l'élaboration du budget, de les amener à débattre entre eux et avec les élus de la structure même de l'impôt et de son affectation. On débattait donc ce jour-là entre délégués et nous étions cordialement invités : dans la salle, outre quelques confrères, on croisait Guy Hascouët, Alain Krivine, Francis Würtz : la gauche française était venue faire son marché, toute attention dehors. A la tribune, quatre hommes, dont le président (un faux air de Claude Allègre barbu) ; une trentaine de

délégués de quartiers, dont quelques femmes, dans la salle. Il était question d'adductions d'eau, de réhabilitation de logements sociaux, que sais-je encore ; ça discutait ferme et chaque point de l'ordre du jour était voté (ou repoussé) à mains levées.

Je ne prétends pas avoir tout compris. La séance se déroulait en V.O. non sous-titrée. On a goûté l'ambiance, sans vraiment déguster les plats du jour. Fichue barrière des langues !

Si l'on doit, l'an prochain, revenir à Porto Alegre, c'est dit ; : je me mets au portugais !

(A suivre).

Bernard Langlois. Article publié en collaboration avec Politis www.politis.fr

(1)C'est une coordination brésilienne qui a "monté" le forum, mais Attac y a pris une part importante.

Notes du Forum social mondial

Nous publions ces notes grâce au travail de : www.penelopes.org et www.womenaction.org

Vers une communication citoyenne!

L'atelier " Communication et citoyenneté " qui se tenait aujourd'hui s'est conclu sur des perspectives de collaboration constructive entre les professionnels de l'information et les mouvements sociaux.

Aujourd'hui, se tenait, au Forum social mondial à Porto Alegre, la première session de l'atelier " Communication et citoyenneté ", co-organisée par Alai, APC et Les Pénélopes pour WomenAction. Un panel d'experts, dont Emir Sader, Monique Simard et Osvaldo León, a donné le ton. Emir Sader, en analysant les concentrations massives des médias dans le système libéral, a clamé l'urgence de réinvestir la télévision publique, le mot "public" signifiant au service de la société civile. Monique Simard a fait le lien entre la place des femmes dans les médias et leur exigüité. Sans rappeler les chiffres accablants concernant la proportion des sujets traités sur les femmes, elle a insisté sur la notion d'invisibilité qui caractérise une presse réductrice, resserrée, empreinte d'un "neutre universel". Elle a réaffirmé que ce qui est vrai pour les femmes, l'est également pour tous les acteurs de la société qui n'intéressent pas les vendeurs de "soaps" et les annonceurs. Elle nous a informé qu'une commission



attac

parlementaire est actuellement en train de travailler au Québec sur l'importance de mener des luttes contre les concentrations, ce qui permettrait d'envisager une action globale sur tous les médias et ne pas uniquement placer ses forces dans les médias alternatifs. Osvaldo León est intervenu sur la société virtuelle générée par les NTIC et sur la nécessité d'investir ce média avant qu'il soit totalement occupé par Warner ou Vivendi ou exploité par les organismes comme la Banque mondiale qui prennent le public respectivement pour des consommateurs ou des pourvoyeurs d'idées.

Cette première rencontre, qui a rassemblé plus de 130 personnes, avait pour objet de discuter des événements à venir tels que la conférence de l'UIT en 2003, la Conférence contre le racisme, la Conférence des peuples au Québec... et d'élaborer des stratégies d'intervention. Très vite l'échange a porté sur la nécessité de mieux réfléchir l'articulation entre professionnels de l'information et mouvements sociaux, ONG, organisations... Certains journalistes ont expliqué leurs difficultés à atteindre les informations provenant des organisations, mais déjà des propositions pour l'élaboration d'une collaboration constructive ont émergé. L'atelier, qui se poursuit demain, donnera l'opportunité à tous les porteurs d'initiatives de les exposer mais aussi de formuler des propositions concrètes et de créer un réseau de collaboration. Ces conclusions seront soumises aux organisateurs du FSM.

Joelle Palmieri - Les Pénélopes

Pour un Forum mondial de la Communication!

Du premier Forum social mondial au Forum mondial de la Communication, il ne devrait y avoir qu'un pas. A nous tou-tes de le franchir!

Depuis la salle de rédaction du premier Forum social mondial où j'écris ces lignes et où l'effervescence journalistique est sans borne, la question de la création d'un Forum mondial de la Communication et d'un média indépendant s'imposent à mes yeux comme une évidence. La participation active des professionnels de l'information à la couverture de l'événement mais aussi la mise en oeuvre de la Ronde d'informations indépendantes (CIII) qui met à disposition du public planétaire toutes les informations produites en direct, me fait rêver. A partir de l'analyse des tendances de la communication néo-libérale, et en portant une attention particulière à la place des femmes (section J de la plate-forme d'action de Pékin),

victimes d'une double marginalisation, et à celui des initiatives alternatives, il me semble en effet opportun de mettre en place un média totalement indépendant où l'information serait non seulement au service des citoyens mais surtout émanant d'eux. En considérant que l'accès à l'information est un droit fondamental, que l'information n'est pas une marchandise, qu'elle doit être gratuite, que le lecteur, auditeur, téléspectateur n'est pas un consommateur, que les contenus doivent être endogènes, je pense qu'il est temps de traiter l'information autrement: aborder des sujets non traités dans les médias traditionnels, proposer un traitement multimédia (radio, presse papier, presse électronique, TV) transversal, horizontal, sur un concept plus hypertexte que pyramidal, concevoir un média nomade, sans frontières, déplaçable, mettre ce média entre les mains des porteurs de contenu, en rompant avec le corporatisme professionnel. Ces nouveaux modes de traitements permettent d'envisager une information en étoile, où chaque acteur-trice de la société civile est en connexion directe avec les autres. Ainsi, chaque interlocuteur peut apporter ses contenus, et faire échos à ceux des autres en les complétant et en les mettant en valeur. Cette structure permet la mise en lumière au niveau international d'une richesse collective. Et l'échange de savoir-faire et d'expériences, la mutualisation des moyens au service d'un contenu, la confrontation des situations individuelles, collectives ou régionales, et surtout leur publication et leur diffusion, font disparaître les cloisons géographiques, économiques et politiques.

Pour réaliser concrètement ce média, il s'agit de créer un réseau de modèles non libéraux et de bâtir ce média sur un modèle économique différent, qui en assure la pérennité, en s'appuyant sur les concepts de l'économie solidaire (co-financement en amont par l'Etat et les acteurs-trices de la société civile), en impliquant les territoires (élus locaux, responsables régionaux...), en gardant le contrôle de la diffusion, en utilisant les TIC, comme une technologie peu chère, en impulsant des politiques d'accès au réseau internet.

L'accès à l'information et la production d'informations par nos réseaux est un point essentiel pour permettre l'élargissement de nos mouvements de résistances. Indispensable aussi à la réussite du développement de nos alternatives.

Joelle Palmieri - Les Pénélopes



attac

Un plan de développement économique pour les initiatives des femmes

A Porto Alegre, Helena Bonuma, députée au Parlement du Gouvernement du Rio Grande del Sul, pousse plus loin la pratique de la démocratie participative et propose un projet de loi qui prévoit la création d'une ligne budgétaire spécifique et permanente de gestion des ressources pour et par les femmes.

Helena Bonuma, féministe de vieille date et députée PT pour son premier mandat, dix-huitième femme élue au Parlement du Gouvernement du Rio Grande del Sul depuis la fin de la dictature militaire, est la porte-parole d'un projet de gestion des ressources pour les femmes. Fruit du travail de huit ans d'élaboration fait par un collectif d'associations des femmes de la ville, ce projet part du constat que les femmes sont toujours les plus menacées par la précarité, la violence, la discrimination, malgré leur présence active dans les prises de décision du Plan de Développement Economique du Secrétariat de l'Industrie et du Commerce (PDE/SMIC). Il est donc nécessaire de prévoir un appui spécifique aux initiatives économiques de genre, basé sur la mise en place d'un budget permanent du PDE/SMIC, la création d'un crédit pour les femmes, la mise en place d'espaces de commercialisation, de lieux de formation et d'échange de pratiques.

Selon Helena, "C'est seulement par la mise en place d'une politique publique intégrée de façon constitutionnelle et permanente à la politique de la ville, qu'il est possible de construire une autonomie solidaire pour les femmes de la région métropolitaine". En effet, il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui les femmes qui assurent seules la survie quotidienne de la famille, représentent le tiers de l'ensemble des familles de Porto Alegre.

Marina Galimberti, Les Pénélopes

"Orçamento Participativo", instrument de développement citoyen au service des femmes ? Porto Alegre est une municipalité gérée sur la base de la démocratie participative. Les financements publics sont décidés par les communautés de base, pratique unique dans le monde.

De nombreux ateliers du forum proposent une réflexion sur la participation citoyenne au pouvoir public, à partir de la pratique concrète de démocratie participative populaire de Porto Alegre, processus en cours depuis 12 ans sous

l'impulsion du PT, le Parti des Travailleurs, une coalition qui regroupe les catholiques progressistes – qui sont majoritaires – les socialistes, les syndicats ouvriers, les trotskistes, les intellectuels de gauche et quelques guerrilleiros repentis du temps de la dictature. Avec des services publics efficaces, des espaces verts de promenade, et surtout grâce à la mise en place d'un "Orçamento Participativo" (budget participatif), Porto Alegre au Brésil est la capitale de la qualité de vie et un exemple réussi de cohabitation et de collaboration multi-éthnique.

"L'Orçamento Participativo - je cite la brochure qui présente le programme municipal de l'année - est une forme publique et transparente de pouvoir, où tous les citoyens participent aux décisions sur l'organisation sociale, culturelle, politique et économique de la ville". Le budget est distribué selon les principes de l'économie populaire et solidaire : le plan d'investissement annuel, ses critères et méthodes, ainsi que l'attribution des financements publics sont décidés par les citoyens, qui assument complètement leur responsabilité dans la construction de la démocratie. Chaque communauté élabore de façon collective les projets et les programmes qui sont soumis au Conseil Municipal et votés à main levée par les représentants citoyens, élus annuellement par les communautés-mêmes.

Les parlementaires et les élus politiques n'ont pas le droit de présenter ni de générer des projets, mais uniquement d'accompagner et d'appuyer les propositions impulsées par les communautés, qui sont donc l'émanation directe de la base et reflètent les réalités du terrain.

On peut donc espérer que dans cette pratique, unique au Brésil et trop rare dans le monde, les populations les plus marginalisées et défavorisées, dont les femmes font partie, aient la possibilité de faire entendre leur voix et être les actrices de leur devenir.

Marina Galimberti, Les Pénélopes

La communication, enjeu majeur de la lutte contre le néo-libéralisme

L'atelier " Communication et citoyenneté " s'est clos dimanche 28 janvier sur des recommandations adressées au Forum Social Mondial.

La deuxième session de l'atelier " Communication et citoyenneté ", co-organisée par Alai, APC et Les Pénélopes pour



attac

WomenAction, inaugurée par l'intervention de Ignacio Ramonet du Monde Diplomatique, s'est terminée par six recommandations concrètes et des ambitions de réseautage fortes. L'atelier recommande que le FSM considère le thème de la communication comme entier ; qu'il assume et promeut la lutte contre les concentrations des médias et des systèmes de communication comme en enjeu de lutte contre le néolibéralisme ; qu'il appuie la création de moyens de communication publics citoyens, financés selon les principes de l'économie solidaire ; qu'il assume l'importance de débats publics sur le thème, aussi bien lors des initiatives futures que dans les grands rendez-vous de l'OMC, la Banque Mondiale, le G8... ; qu'il rejette l'initiative arrogante de la Banque Mondiale de créer un portail sur le

développement avec l'appui de Microsoft ; qu'il défende le droit à une information diversifiée et plurielle, comme condition sine qua non de la participation démocratique. Dernier point particulièrement indispensable pour que la perspective de genre soit prise en compte dans toutes les sphères de la communication.

Lors de la session de clôture du Forum, tous les ateliers pourront ainsi faire part de leurs propositions. Souhaitons qu'elles enrichissent les réflexions afin de faire avancer efficacement la lutte contre la mondialisation financière et qu'elles posent les bases d'une mondialisation des résistances.

Joelle Palmieri - Les Pénélopes

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/rdv/>>

Vendredi: BE : BRUXELLES - FR : STRASBOURG – ALBI – PARIS 19 – MONTREUIL

Samedi : PARIS 11

Dimanche : PARIS 11

Lundi : NANCY – PERTUIS – TALENCE – ST NAZAIRE - ROUEN

Mardi : BE : LIEGE – NAMUR – FR : AVIGNON – DOUAI – ALBI – PARIS 15 – TALENCE – NANTES – PARIS 11